Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

Hors-série | 2011

Postures assignées, postures revendiquées

Une ethnologie du salariat agricole

Engagement du chercheur et revendications des acteurs de terrain dans la recherche contractuelle

Among the Farmworkers: The Anthropologist's Involvement and the Field's Claims in Contractual Research

Laurent Sebastien Fournier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/5744>

DOI : 10.4000/jda.5744

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2011

Pagination : 73-87

ISBN : 978-2-953-95998-7

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Laurent Sebastien Fournier, « Une ethnologie du salariat agricole », *Journal des anthropologues* [En ligne], Hors-série | 2011, mis en ligne le 01 octobre 2011, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/5744> ; DOI : 10.4000/jda.5744

**UNE ETHNOLOGIE DU SALARIAT AGRICOLE
ENGAGEMENT DU CHERCHEUR ET REVENDICATIONS
DES ACTEURS DE TERRAIN DANS LA RECHERCHE
CONTRACTUELLE**

Laurent Sébastien FOURNIER*

Laurent Sébastien Fournier est maître de conférences à l'université de Nantes, membre du Centre nantais de sociologie (EA 3260). Après avoir mené des enquêtes intensives sur la patrimonialisation des rites et des traditions festives en Provence, il a obtenu en 2002 un doctorat d'ethnologie de l'université Paul-Valéry Montpellier 3. Il s'est ensuite spécialisé dans la sociologie du sport, des jeux et des loisirs. Il anime plusieurs associations professionnelles d'ethnologie et d'anthropologie et a organisé de nombreux colloques. Dans cet article, il rend compte d'une recherche collective qu'il a dirigée en 2008 sur la place des salariés agricoles dans les fêtes agraires en France aujourd'hui. Issue d'une convention passée entre l'Institut de recherches et d'études sur les salariés agricoles (IRESA) et l'université de Nantes, cette recherche a été l'occasion d'interroger l'implication des chercheurs en sciences sociales dans les mondes politiques et syndicaux.

Une réflexion consacrée aux postures assignées et aux postures revendiquées prend tout son sens au regard des conditions de la recherche contractuelle qui sont de plus en plus le lot quotidien des enseignants-chercheurs. Il s'agira ici de prendre

* IDEMEC UMR 6591 CNRS – MMSH, 5 rue du château de l'Horloge, BP 647 – 13094 Aix-en-Provence cedex 2
Courriel : laurent.fournier@univ-nantes.fr

l'exemple d'une recherche concernant le salariat agricole pour illustrer la diversité des postures des différents agents impliqués dans la mise en œuvre des travaux de recherche en sciences sociales. Cet exemple permettra d'interroger les positionnements des chercheurs, et notamment ce qui différencie ethnologues et sociologues, mais aussi les positionnements des commanditaires et ceux des informateurs qui, dans le processus de recherche, assignent inévitablement une place au chercheur. Ainsi, l'assignation ne sera pas définie comme quelque chose qui est forcément imposé par en haut, par la hiérarchie institutionnelle dont dépend le chercheur, mais comme quelque chose qui émane aussi du terrain, c'est-à-dire du contexte social dans lequel se déroule la recherche. Le chercheur en sciences sociales se voit en effet assigner une posture par les commanditaires de la recherche, par les informateurs, par les personnes rencontrées sur le terrain, de sorte qu'il est amené à revendiquer un positionnement spécifique dans le champ de recherche qu'il a choisi d'aborder. Ainsi, il s'agira ici de considérer les phénomènes d'assignation et de revendication dans la recherche comme des processus actifs, transversaux, qui peuvent venir à la fois du haut (comme dans le cas où le chercheur est assigné à une tâche par sa hiérarchie) et du bas (quand le public ou la société attend du chercheur qu'il développe tel ou tel type d'analyse). Il s'agira donc d'étudier, dans une perspective qui peut être qualifiée de « réflexive » dans le sens où il s'agit de tourner vers soi-même les instruments de la recherche¹, la place du chercheur comme médiateur pris entre des exigences de type scientifique, politique ou social, parfois contradictoires entre elles.

¹ Sur la réflexivité en anthropologie, cf. Ghasarian (2002 : 238-239), qui rappelle que l'attitude réflexive dans le cas de l'anthropologie suppose principalement de dépasser le positivisme en considérant les « faits » comme des « interprétations constituées ». La réflexivité, dit-il encore, consiste à « tourner continuellement les instruments des sciences sociales sur le chercheur ». Pour un état des lieux récents sur ce débat en France, cf. Leservoisier et Vidal (2007).

L'exemple d'une recherche contractuelle, réalisée en 2008 par le Centre nantais de sociologie (CENS) pour le compte de l'Institut de recherches et d'études sur les salariés agricoles (IRESA), sera en premier lieu présenté. Il mettra en scène différents protagonistes et inclura parmi eux l'auteur de ces lignes, qui fut le responsable scientifique de la recherche, c'est-à-dire l'agent chargé de la mettre en œuvre et d'en organiser les étapes successives. Dans un second temps, seront examinées les différentes postures en présence, pour voir comment des perspectives croisées contribuent à définir les attentes qui se manifestent vis-à-vis des chercheurs en sciences sociales aujourd'hui. Enfin, un retour sur les notions d'assignation et de revendication conduira à s'intéresser dans une perspective réflexive aux conditions de production de la recherche, entre engagement scientifique et revendications venues des acteurs de terrain.

L'exemple d'une recherche contractuelle sur le salariat agricole

La recherche qui sera prise ici comme point de référence avait pour objectif d'étudier la place des salariés agricoles dans les fêtes agraires en France aujourd'hui. Réalisée dans un temps court (12 mois) et disposant de moyens limités, elle n'a pas toujours pu satisfaire aux exigences propres au travail de recherche en anthropologie. En particulier, elle n'a pu conduire à une réelle « immersion » dans le milieu de vie des salariés agricoles. Elle a cependant dépassé la simple collecte de données sociologiques grâce à des enquêtes ethnographiques ponctuelles et à une série d'entretiens non directifs. Elle a ainsi permis de collecter une masse significative de discours qui éclaire le rôle tenu par les salariés agricoles dans les événements festifs contemporains². La recherche et les enquêtes étaient articulées autour d'une série de questions bien précises : les fêtes à thème rural intègrent-elles les producteurs agricoles ou se contentent-elles de présenter à un public extérieur, souvent issu des classes moyennes urbaines, une vision du monde

² Pour un compte rendu complet de la recherche, cf. Fournier *et al.* (2008).

rural réduite à un corpus d'images stéréotypées ? Que pensent les salariés agricoles des manières dont le monde rural est représenté et mis en scène dans de telles fêtes ? Dans quelle mesure les fêtes en question peuvent-elles contribuer à établir des médiations entre le monde rural tel qu'il est perçu par ses acteurs et l'image qui en est conçue de l'extérieur ? Quels types de rapports sociaux ces fêtes expriment-elles ?

Du point de vue méthodologique, la recherche a combiné un volet quantitatif et un volet qualitatif, des outils sociologiques et ethnologiques. D'une part, un inventaire des fêtes à thèmes ruraux a été réalisé sur l'ensemble du territoire français en exploitant les réponses à un questionnaire envoyé à un ensemble significatif d'administrations à vocation agricole et touristiques³. D'autre part, une recherche de type ethnographique a été réalisée sur trois terrains d'enquête, à l'aide d'observations et d'une trentaine d'entretiens compréhensifs. Les terrains ont été choisis pour leur diversité géographique et pour le fait qu'ils permettaient d'entrer en contact avec des salariés agricoles : il s'agissait des fêtes consacrées à la valorisation des olives et de l'huile d'olive dans le massif des Alpilles (Bouches du Rhône), de fêtes liées au groupe professionnel des paludiers qui collectent le sel à Guérande (Loire Atlantique), et d'une fête liée au monde de la vitiviniculture, le « concours des sécateurs d'or », organisé en Charente par une association de salariés agricoles, l'Association des salariés agricoles pour la vulgarisation du progrès agricole (ASAVPA). À défaut de concerner l'ensemble des filières de production agricole, ce protocole a ainsi permis d'enquêter sur des fêtes de diverses natures : fêtes liées à des secteurs de production très restreints, comme dans le cas de l'huile d'olive ou du sel ; fêtes liées à des secteurs de production beaucoup

³ Malgré les non réponses de certaines régions, ce volet de la recherche a conduit à créer une base de données de 1 133 événements festifs à vocation agricole. Ont été sollicités, entre autres, les préfetures, les chambres d'agriculture, les syndicats agricoles, les antennes locales de la Mutualité sociale agricole, le réseau « Bienvenue à la ferme », les offices départementaux et régionaux du tourisme (Fournier *et al.*, 2008).

plus importants et qui emploient beaucoup de salariés, comme dans le cas de la vitiviniculture.

Les résultats de cette recherche ont montré un découplage assez net entre d'une part des fêtes organisées par les salariés agricoles pour leur propre bénéfice, et d'autre part des fêtes rurales destinées à un public non agricole. Les premières, quoique diverses dans leurs formes, sont apparues caractéristiques en ce qu'elles sont massivement tournées vers la valorisation des savoir-faire techniques liés à l'exercice des métiers mêmes de la production agricole. Elles rassemblent de nombreux concours : concours de taille, de maniement d'engins, de dextérité dans la conduite des opérations techniques liées aux métiers agricoles. Elles témoignent de la fierté du travail bien fait, qui occupe les représentations des salariés. Par contraste, les secondes sont plutôt orientées vers la valorisation de l'image des produits. La vente de ces derniers est favorisée par des marchés « à l'ancienne » plus ou moins folklorisés ou par différents dispositifs promotionnels qui permettent d'établir des passerelles entre le monde des producteurs et celui des consommateurs de produits agricoles. À propos de ces deux types de fêtes, les salariés interrogés livrent des témoignages très différents : très impliqués dans les premières, expliquant volontiers que les concours qui y sont organisés dépassent la mise en concurrence et ont une portée symbolique forte pour « valoriser les métiers », ils expriment des jugements critiques vis-à-vis des secondes, qu'ils considèrent comme peu authentiques et liées à une exploitation artificielle des valeurs rurales.

Les différentes postures en présence

Si ces éléments de méthode et ces résultats demandent à être nuancés et commentés, ils fournissent cependant déjà quelques repères et invitent à utiliser cette recherche comme un révélateur permettant d'examiner les postures des différents protagonistes impliqués dans la mise en œuvre de la recherche, ainsi que les transformations des attentes exprimées vis-à-vis des chercheurs.

En premier lieu, il est frappant de constater la diversité des acteurs impliqués dans une recherche de ce type. Il y a d'abord des chercheurs, qui sont eux-mêmes de plusieurs types. Des ethnologues ont conçu le protocole de recherche et la problématique, au croisement d'approches ethno-historiques, de l'anthropologie du travail, et de l'anthropologie sociale⁴. Il y a ensuite des chercheurs en sociologie, qui ont validé le protocole proposé, discuté puis hébergé la recherche, et participé au travail de terrain⁵. Il y a enfin les chercheurs contractuels salariés de l'IRESA, historiens ou sociologues du monde rural, avec lesquels a été coconstruit le protocole de recherche, à la suite d'un colloque dédié aux mondes ruraux⁶.

Mais la recherche a aussi fait participer des syndicalistes, associés au comité d'organisation de la recherche sur la volonté de l'IRESA, elle-même liée à la FNAF-CGT⁷. Des acteurs associatifs, notamment au sein des ASAVPA, associations issues des lois Pisani d'orientation agricole de 1962, ont servi de relais pour fournir des listes d'informateurs « privilégiés », au risque de biaiser considérablement la collecte des données. Des salariés agricoles ont été rencontrés individuellement dans les fêtes observées, en dehors du protocole proposé par l'IRESA et les ASAVPA. Par ailleurs, des acteurs du monde agricole (agriculteurs, syndicalistes, salariés des chambres d'agriculture) ont été sollicités, ainsi que des acteurs du

⁴ Dans le conseil scientifique de cette recherche, on retrouve ainsi Ghislaine Gallenga et Catherine Llaty (IDEMEC), spécialistes de l'anthropologie du travail, Alban Bensa (EHESS), spécialiste d'anthropologie sociale, Martine Roberge (université Laval), spécialiste d'ethnologie historique.

⁵ Le conseil scientifique comprenait, au titre de la sociologie, Annie Collovald et Charles Suaud (université de Nantes), Carole Barthélémy (université Aix-Marseille 3).

⁶ On trouvera les actes de ce colloque dans Bessière *et al.* (2007).

⁷ Fédération nationale agriculture et forêt de la CGT. Tandis que les agriculteurs ont des syndicats qui leur sont propres (FNSEA, Confédération paysanne, etc.), les salariés agricoles dépendent des centrales syndicales communes à tous les salariés (CGT, CFDT, etc.)

monde touristique (offices du tourisme locaux, départementaux et régionaux).

Il y a donc eu une grande diversité d'acteurs impliqués dans cette recherche, et cette diversité a encore été augmentée par le fait que certains acteurs ont des « casquettes multiples », c'est-à-dire qu'ils sont amenés à pouvoir s'exprimer à plusieurs titres car ils exercent des fonctions multiples. Certains des chercheurs universitaires qui ont réalisé la recherche ont en effet été salariés agricoles temporaires pendant le temps de leurs études, d'autres sont actuellement syndiqués à la CGT, d'autres encore, employés par l'IRESA, sont à la fois chercheurs contractuels dans cet institut de droit privé, syndicalistes par engagement personnel et parallèlement inscrits en thèse dans des laboratoires de recherche publics. Certains des syndicalistes impliqués sont aussi responsables dans le secteur associatif et ont été auditionnés, c'est-à-dire envisagés comme des informateurs. Certains des acteurs rencontrés cumulent des responsabilités associatives dans les ASAVPA, syndicales, et académiques en faisant partie de jurys de grandes écoles de formation agricole. La mise en place de comités d'expertise mixtes, réunissant des enseignants-chercheurs et des professionnels, conduit à associer des professionnels dans l'évaluation de la recherche et généralise ce phénomène des appartenances multiples, correspondant au fait que certains acteurs assument simultanément plusieurs fonctions et peuvent se situer simultanément « au-dedans » et « en dehors » du protocole de recherche.

À cette diversité des statuts des acteurs en présence, il faut ajouter que chacun occupe une position plus ou moins dominée ou dominante au sein du segment de champ dont il fait partie. C'est ainsi que le travail d'enquête a conduit à sélectionner certains porte-parole au détriment d'autres acteurs. L'enquête auprès des salariés agricoles les plus dominés apparaît comme extrêmement complexe. Ceux-ci répondent difficilement aux questions, manquent de temps pour recevoir les enquêteurs, ou ne parlent pas français. Parfois ils sont clandestins, non déclarés, ou s'expriment sous

tutelle de leur patron⁸. Historiquement, c'est en effet l'assistance publique qui fournissait une part significative du contingent des travailleurs de ferme. Leur statut social de « cols bleus » est ainsi opposé à celui de « cols blancs » qu'endossent les chercheurs ruralistes venus enquêter dans les exploitations où ils sont employés. C'est donc parmi les représentants des salariés agricoles, plutôt que chez les salariés eux-mêmes, que sont recrutés le plus facilement des informateurs. Cela pose la question du statut de la parole, qui sert de véhicule pour faire valoir la position des dominés mais ne relaie pas forcément leurs aspirations ni leurs modes d'actions car elle n'émane pas directement d'eux-mêmes. La parole permet de véhiculer du sens, mais permet-elle dans ce cas de dire tout ce qui fait la difficulté physique du quotidien des salariés agricoles ?

De même, dans le monde des recherches ruralistes, existent des hiérarchies d'objets qui font que le prolétariat rural est plutôt négligé par les chercheurs. Cette situation tranche avec celle qui peut être observée pour d'autres thématiques, comme par exemple dans le champ de l'ethnologie de l'entreprise ou en anthropologie médicale, où ce sont les études sur les managers ou les chirurgiens qui sont sous-représentées. Dans le monde rural, cependant, très peu de travaux ont été consacrés aux salariés agricoles, les chercheurs préférant investir des objets plus nobles ou plus facilement accessibles à partir de la position sociale qui est la leur. Il faut sans doute être soi-même dans une position de dominé dans le champ scientifique pour ouvrir de nouveaux chantiers du type de celui auquel il est fait ici référence. Cela pose le problème de l'innovation en recherche, qui paradoxalement vient souvent des marges, des périphéries, mais dispose de peu de moyens.

⁸ Dans un article de Bessière et Housseaux (1997) consacré à la difficulté d'enquêter en milieu populaire, un travailleur de ferme est systématiquement corrigé par sa patronne lors de l'entretien que les sociologues tentent de réaliser avec lui. C'est la patronne qui finit par guider l'entretien ; elle dit aux sociologues que son ouvrier ne sait pas parler et se substitue complètement à lui.

Ces différents positionnements des acteurs en présence les conduisent à formuler des attentes spécifiques vis-à-vis des chercheurs. De manière générale, on peut dire que le terrain influence ou tente d'influencer la recherche, et que les observateurs sont eux-mêmes observés, pour reprendre une formule célèbre. Le courant dit « réflexif » en sciences sociales essaie du reste de comprendre comment se construisent des influences réciproques entre les chercheurs et leurs objets. Dans le cas examiné ici, les engagements syndicaux et politiques sont centraux. Les commanditaires, ainsi que les informateurs, souvent conseillés par les premiers, attendaient que les chercheurs contribuent à produire un discours militant, ce qui n'est pas sans poser problème du point de vue de la « neutralité axiologique » que s'assigne normalement le discours scientifique. C'est ainsi que la recherche s'est construite autour d'une tension permanente entre science et militantisme, entre engagement scientifique et revendications syndicales. Pour fonctionner, le programme de recherche a ainsi nécessité une négociation d'un genre particulier qui consistait, pour les chercheurs à accepter que leurs résultats soient utilisés à des fins militantes, pour les syndicalistes à accepter que la rhétorique politique soit contrôlée par le régime scientifique de l'administration de la preuve.

Cette situation, qui est de plus en plus commune dans les recherches contractuelles et dans le monde de la recherche appliquée en général, dès lors que le processus de recherche concerne des acteurs sociaux qui souhaitent participer à la production d'un discours sur eux-mêmes, permet d'interroger en profondeur les processus d'assignation et de revendication à l'œuvre dans la recherche aujourd'hui. Elle a donc une portée épistémologique conduisant à mieux comprendre les conditions de production de la recherche en sciences sociales.

Assignations, revendications et réflexivité

L'exemple de cette recherche sur le salariat agricole conduit en définitive à considérer le cas du monde rural et de son image comme un révélateur de certains processus d'assignation et de

revendication associés à la production scientifique des sciences sociales.

Il est en premier lieu frappant de constater que les lignes de partage qui divisent les différentes attentes repérées sur le terrain – attentes à la fois scientifiques et militantes – renvoient à des débats historiques anciens concernant l'analyse de la ruralité et de ses transformations. Historiquement, il existe en effet une distinction assez nette entre une image de la ruralité fortement idéalisée et produite de l'extérieur, et une réalité interne beaucoup plus conflictuelle caractérisée par la multiplicité des structures de représentation, l'industrialisation et la bureaucratisation. De fait, la thématique de « la terre » a été appropriée à la fois par l'agrarisme le plus conservateur, culminant en France sous le gouvernement de Vichy, et par les mouvements révolutionnaires ouvriers les plus radicaux, maoïstes ou partisans des réformes agraires dans les anciennes colonies. Dans ces conditions, la ruralité est à la fois le réceptacle d'un imaginaire folklorique destiné à faire de la terre une valeur destinée à fédérer des collectifs bien plus larges que celui des seuls acteurs agricoles, et un lieu de luttes sociales où se joue en permanence la maîtrise des dispositifs institutionnels de gestion et d'administration de la production agricole proprement dite.

Il est intéressant de constater que la distinction repérée ici se reproduit dans l'espace académique et tend à assigner aux ethnologues une posture plus « compréhensive » d'analyse de l'imaginaire rural et aux sociologues une posture plus « critique » visant à insister sur les luttes sociales qui divisent les acteurs de la ruralité. Ce partage vient de loin ; il remonte au moins aux publications anthropologiques du XIX^e siècle, promptes à essentialiser le rapport de l'homme à la nature et à faire de la ruralité le lieu par excellence d'expression des logiques de la société « traditionnelle »⁹. Ce partage a été longuement creusé depuis lors, même s'il commence à être analysé dans quelques publications récentes. La recherche commanditée à la fin des années 1990 par la Mission à l'ethnologie

⁹ Pour un aperçu général, cf. Fournier (2007).

du ministère de la Culture sur les « nouveaux usages de la campagne » donne un bon exemple des clivages qui divisent les chercheurs en sciences sociales à propos du monde rural. La posture « compréhensive » des chercheurs qui participaient à ce programme de recherche a fait en effet l'objet de vives critiques de la part de sociologues qui ont considéré qu'elle revenait à une instrumentalisation politique¹⁰. Le colloque de Dijon sur les « mondes ruraux », déjà évoqué, avait justement vocation à encourager l'analyse critique des conflits d'usage ou de classes dans le monde rural, dans une perspective de rupture avec les approches classiques propres à l'ethnologie ruraliste.

Il est significatif de constater que c'est justement pour son caractère « compréhensif » que l'ethnologie rurale classique a ici été critiquée. Pour un sociologue et ethnologue contemporain qui commente ce débat, le problème que rencontre l'ethnologie est qu'elle n'a découvert la réflexivité que très tard dans son histoire, tandis que les sociologues s'étaient depuis longtemps divisés entre « critiques » et « pragmatiques »¹¹. Par son empirisme et son caractère inductif, l'ethnologie se trouve ainsi facilement légitimée comme une science d'accompagnement du politique, dont la charge critique potentielle est moindre que celle de la sociologie. Cela peut paraître paradoxal aux yeux de ceux qui conçoivent le décentrement et le relativisme comme des outils critiques, mais n'en est pas moins réel dans l'histoire des études ruralistes, où les ethnologues ont valorisé le folklore et la culture matérielle à une époque où les sociologues s'employaient à déconstruire les rapports de force sociaux et revendiquaient le progrès social.

Pourtant, la mise en œuvre de recherches qui combinent les deux disciplines, à l'image de celle qui est prise ici pour référence, invite à dépasser ce partage. Il paraît en effet urgent de dépasser la

¹⁰ Les résultats de la recherche intitulée « nouveaux usages de la campagne » sont parus sous la forme de deux ouvrages (Rautenberg *et al.*, 2000 ; 2003 ; Chevallier, 2000). Les critiques ont été portées par Laferté et Renahy (2003a et b).

¹¹ Cf. Tornatore (2007).

posture traditionnellement assignée à l'ethnologie rurale, sans pour autant rompre avec ses prédicats méthodologiques – notamment celui qui consiste à partir des faits et à étudier des réalités locales d'un point de vue global¹². Cela suppose en premier lieu de pratiquer une anthropologie suffisamment « engagée » pour s'interroger sur sa propre utilité sociale. On est alors fondé à comparer les différentes demandes formulées à l'endroit de la discipline : demandes émanant de la hiérarchie institutionnelle, mais aussi demandes émanant des acteurs du terrain. On retrouve ici la vocation de médiateur de l'ethnologue, qui sert de lien entre les institutions et le terrain.

Ce type de posture suppose d'être le plus conscients possible des déterminations politiques et institutionnelles propres aux terrains fréquentés. Ainsi, il ne s'agit pas de construire le travail d'analyse en rupture avec les acquis historiques de la discipline, mais au contraire de se situer en continuité avec ces derniers. En effet, le fondement d'une critique des déterminations politiques des terrains contemporains passe par un examen minutieux de leur substrat historique. C'est pourquoi une anthropologie engagée doit se servir des acquis anciens si elle ne veut pas risquer d'être « trop engagée », c'est-à-dire instrumentalisée. Pour l'ethnologie rurale, cela suppose de garder constamment à l'esprit les analyses classiques du monde rural traditionnel, fussent-elles fonctionnalistes, symbolistes ou psychologisantes, tout en réévaluant leur pertinence à l'aune des nouveaux problèmes sociaux que pose le monde rural actuel. Pour l'ethnologie du salariat, cela suppose de tirer profit des acquis des sociologues sur les conflits de classe et la problématique de la stratification sociale, tout en réfléchissant aux manières par lesquelles le salariat pourrait devenir un nouvel objet légitime pour l'ethnologie. La recherche réflexive en anthropologie, ainsi, commence par l'étude des manières dont les objets d'étude se sont historiquement constitués et cristallisés en tant que champs d'analyse spécifiques, puis se poursuit par une

¹² Nous entendons ici rester fidèles à la perspective tracée par Mauss (1950).

ethnographie fondée sur l'observation empirique de la situation présente.

Conclusion

En fin de compte, il est apparu utile dans ce travail de considérer les notions d'assignation et de revendication en relation avec leurs dynamiques constitutives. Si l'ethnologue se voit assigné à un rôle, c'est à la fois par ses institutions de tutelle et par ses informateurs. De même, les revendications qu'il peut avoir peuvent se diriger vers sa hiérarchie ou vers son terrain. On peut ainsi se demander si en réaction aux bouleversements politiques et institutionnels contemporains, il est plus efficace de modifier son rapport à sa hiérarchie ou son rapport au terrain. Faut-il entrer en lutte (se syndiquer, par exemple, ou bien faire grève) ou adapter radicalement le contenu de sa recherche (trouver des thèmes de travail nouveaux et socialement utiles) ? Parallèlement à ces systèmes d'assignation ou de revendications qui concernent les chercheurs, les autres acteurs de la recherche sont pris eux aussi dans ce jeu d'assignations et de revendications. Ce dernier a une dimension qui est tout à la fois scientifique, politique, stratégique, et qui renvoie à l'image qu'une classe donnée d'acteurs sociaux conçoit d'elle-même. Dans un contexte de mutation institutionnelle comme de mutation des terrains et des relations d'enquête, il apparaît que les chercheurs en sciences sociales, au même titre que les autres acteurs sociaux, devront être de plus en plus attentifs à leur propre image et à intégrer l'analyse de leur propre position à l'analyse générale qu'ils proposent.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BESSIÈRE C., HOUSEAUX F., 1997. « Suivre des enquêteurs », *Genèses*, 29/1 : 100-114.
- BESSIÈRE C., DOIDY E., JACQUET O., LAFERTÉ G., MISCHI J., RENAHY N. & SENCÉBÉ Y. (coord.), 2007. *Les*

mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales (Actes du Colloque international INRA-ENESAD, Dijon, 17-19 mai 2006). Dijon, INRA (édition numérique : éditions Quae, www.symposcience.org).

CHEVALLIER D. (dir.), 2000. *Vives campagnes. Le patrimoine rural, projet de société*. Paris, Autrement.

FOURNIER L. S., avec la coll. de MICHONNOVA R., LLATY C., TUAL-MICHEL L., GUIU C. & GUYARD S. (dir.), 2008. *La place des salariés agricoles dans les fêtes agraires*. Rapport de recherches réalisé dans le cadre de l'EA 3260 (université de Nantes) et financé par l'IRESA (Institut de recherches et d'études sur les salariés agricoles).

FOURNIER L. S., 2007. « Le goût des fêtes agraires à l'heure de l'Europe : ethnologie, patrimoine et aménagement des loisirs », in BESSIÈRE C. et alii (coord.), *Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales* (Actes du Colloque international INRA-ENESAD, Dijon, 17-19 mai 2006). Dijon, INRA : 461-473 (éd. numérique : éditions Quae, www.symposcience.org).

GHASARIAN C., 2002. *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive. Nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux*. Paris, Armand Colin.

LAFERTÉ G., RENAHY N., 2003a. « "Campagnes de tous nos désirs"... d'ethnologues », *L'Homme*, 166 : 225-234.

LAFERTÉ G., RENAHY N., 2003b. « L'ethnologue face aux usages sociaux de l'ethnologie », *L'Homme*, 166 : 239-240.

LESERVOISIER O., VIDAL L. (dir.), 2007. *L'anthropologie face à ses objets : nouveaux contextes ethnographiques*. Paris, Éditions des Archives contemporaines.

MAUSS M., 1950. *Sociologie et anthropologie*. Paris, Quadrige.

RAUTENBERG M., MICOUD A., BERARD L. & MARCHENAY Ph.(dir.), 2000. *Campagnes de tous nos désirs, patrimoines et nouveaux usages sociaux*. Paris, MSH/Mission du patrimoine ethnologique.

RAUTENBERG M., MICOUD A., BERARD L. & MARCHENAY Ph., 2003. « Et si nous prenions nos désirs en compte ? », *L'Homme*, 166 : 235-238.

TORNATORE J.-L., 2007. « Qu'est-ce qu'un ethnologue politisé ? Expertise et engagement en socio-anthropologie de l'activité patrimoniale », *Ethnographiques.org*, 12, février 2007 (en ligne).

Résumé

Cet article est basé sur l'expérience d'une recherche contractuelle sur le rôle des salariés agricoles dans les événements festifs à vocation agricole, commanditée en 2008 par un syndicat de salariés agricoles (la CGT) à un laboratoire de recherche public (le Centre nantais de sociologie, EA 3260). En utilisant cet exemple comme un révélateur permettant d'examiner les postures des différents protagonistes impliqués dans la mise en œuvre de la recherche (chercheurs de différentes disciplines, syndicalistes, acteurs associatifs, salariés agricoles, autres acteurs du monde agricole ou touristique), il s'agit d'examiner comment les transformations politiques et institutionnelles récentes du monde rural ont conduit à faire évoluer profondément les attentes exprimées vis-à-vis des chercheurs ainsi que leur positionnement sur le terrain.

Mots-clefs : recherche contractuelle, réflexivité, salariés agricoles, fêtes, France.

Summary

Among the Farmworkers: The Anthropologist's Involvement and the Field's Claims in Contractual Research

This article builds on the experience of a contractual research project on the role of farmworkers in agrarian festivals, commissioned in 2008 by a farmworkers' trade union (CGT) from a public research unit (CENS, EA 3260). Using this example as a means to examine the positions of the different actors involved in the implementation of the research (researchers from different academic disciplines, trade-unionists, associations, farmworkers, other actors from the tourism or the agricultural industries), the article tries to show how the recent political and institutional transformations of the rural world have led to deep changes in the expectations towards the researchers and toward their situation on the field.

Key-words: contractual research, self-reflexivity, farmworkers, festivals, France.